Document generated on 05/13/2025 4:17 p.m.

Recherches sociographiques

René VERRETTE, *Les idéologies de développement régional. Le cas de la Mauricie 1850-1950*

Louis Guay

Volume 42, Number 3, 2001

URI: https://id.erudit.org/iderudit/057485ar
DOI: https://doi.org/10.7202/057485ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Guay, L. (2001). Review of [René VERRETTE, *Les idéologies de développement régional. Le cas de la Mauricie 1850-1950*]. *Recherches sociographiques*, *42*(3), 613–617. https://doi.org/10.7202/057485ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

s'investir dans une carrière ont pu le faire au gré des ouvertures alors plus nombreuses et plus intéressantes. Cela pourrait expliquer comment des femmes qui ont commencé leur carrière dans des postes de bureau, les « cols roses » ont développé un intérêt pour la gestion lorsqu'elles ont pu y accéder. Elles ont peut-être bénéficié des programmes d'accès à l'égalité dans les administrations gouvernementales qui souvent prévoyaient des emplois-ponts pour permettre l'accès à la gestion. Une typologie des trajectoires professionnelles est établie à partir de diverses filières d'emploi et il y a là un point de départ pour une analyse plus en profondeur qui aurait pu examiner les facteurs organisationnels, les circonstances de la vie familiale et l'élaboration de stratégies qui éclaireraient les trajectoires de ces femmes.

Cet ouvrage présente un tableau, brossé à grands traits, des trajectoires d'un groupe de femmes à un moment précis. Mais de nombreuses questions demeurent : quel a été le rôle des pratiques organisationnelles : ont-elles facilité ou inhibé la carrière des femmes ? Quelles sont les différences entre les secteurs privé et public s'il en existe ? Comment les femmes ont-elles élaboré leurs stratégies d'avancement ? Une recherche qualitative a le grand avantage de permettre de saisir des processus qui entourent un phénomène. Nous retrouvons relativement peu de ces éléments dans ce livre et beaucoup de tableaux assortis de peu d'analyse statistique, ce qui en rend l'interprétation difficile. Il n'en demeure pas moins que nous avons là un outil qui permet de comparer sur certains points la situation des femmes gestionnaires dans les années 1970 et 1980 et celle qui prévaut aujourd'hui.

Irène LÉPINE

École des sciences de la gestion,
Université du Québec à Montréal.

René VERRETTE, *Les idéologies de développement régional. Le cas de la Mauricie 1850-1950*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 1999, 375 p.

L'idéologie du développement régional n'est pas née avec le BAEQ (Bureau d'aménagement de l'Est du Québec). Plusieurs décennies plus tôt, les élites locales et régionales ont fait le promotion de l'industrialisation et du progrès économique. Ce sont les tenants et aboutissants de cette promotion que le livre de René Verrette aborde dans son étude de la Mauricie sur une période de 100 ans.

L'auteur situe dès le départ sa recherche. C'est le discours (Verrette emploie aussi le terme idéologie, utilisé sans connotation négative) sur le développement économique qui en est l'objet. Certes, il s'intéresse à l'histoire économique et sociale de la Mauricie, mais son objectif est de voir comment les élites locales et régionales ont élaboré un discours de progrès économique et comment elles ont elles-mêmes, dans la mesure de leurs moyens, participé au développement de leur région.

Le livre de Verrette est issu d'une thèse de doctorat, présentée à l'Université du Québec à Trois-Rivières. L'auteur doit beaucoup aux travaux de Hardy et Séguin

sur le développement régional et la structure des économies régionales, notamment en Mauricie. Il place sa recherche dans la continuité de leurs travaux et partage avec eux le désir de comprendre les réalités régionales sur une durée historique assez longue.

Le livre reproduit la structure d'une thèse. Les objectifs, l'approche conceptuelle et la méthode de recherche sont clairement présentés. La mise en contexte historique situe la région de la Mauricie dans un ensemble économique et social plus large : l'urbanisation et l'industrialisation canadiennes. En effet, la seconde moitié du XIXe siècle est marquée par un changement de régime économique au Canada. Sur fond de formation d'un état fédéral, le Canada démarre son industrialisation. Les grands travaux d'aménagement et de transports ont été parmi les décisions, publiques et privées, qui ont le plus marqué son territoire et facilité les rapprochements dans ce nouvel espace politique. La région de la Mauricie n'échappe pas à ce mouvement de construction d'infrastructures, bien que les choses ne soient pas forcément acquises d'avance. En effet, Verrette montre combien les élites régionales, économiques, politiques et religieuses, ont conjugué leurs efforts pour que leur région devienne un nœud important d'échanges sur le territoire du Québec.

La Mauricie possédait certains avantages naturels qu'elle a mis en valeur. La forêt a constitué, comme l'avait montré Hardy, le pilier de l'économie régionale. Mais, dans la seconde moitié du XIXe siècle, l'exploitation des ressources naturelles ne suffit plus. Il faut pousser plus loin l'industrialisation. L'énergie et l'électricité, mais aussi les industries de la transformation, notamment l'industrie des pâtes et papiers, forment l'armature industrielle de la région. Pourquoi les élites locales ont-elles appuyé de tout leur poids cette industrialisation ? Une première raison, c'est l'exode des Canadiens français vers les États-Unis. En effet, l'émigration a affecté la province dès les années 1840. De plus, l'exode rural démarre. Les choses changent donc et les élites s'inquiètent de ces tendances. L'industrie est la voie royale du maintien des Canadiens français sur leur territoire. En somme, l'adoption par les élites de l'industrie s'explique par une volonté de contrer les tendances à l'émigration. Face à l'urbanisation, les élites sont plus nuancées. Si elles, et surtout les élites religieuses, voyaient d'un bon œil la venue de l'industrie pour sortir les gens de la pauvreté, à l'égard de l'urbanisation – on savait que l'emprise de l'Église sur les consciences s'effriterait – on était plus réservé. Verrette montre, par exemple, comment les élites religieuses font la promotion de l'« industrialisation » à la campagne dans le but très explicite de maintenir l'ordre social traditionnel. Il a bien fallu, toutefois, s'adapter à l'urbanisation.

Une autre caractéristique importante de l'industrialisation de la région, c'est qu'elle est souvent commandée, comme dans d'autres régions, par des entrepreneurs étrangers à la région. S'il est vrai que, jusqu'à la fin du XIXe siècle, l'industrie « autochtone », dirigée par des entrepreneurs francophones, est bien vivante, à mesure que les capitaux deviennent de plus en plus importants pour fonder une entreprise ou la moderniser, le recul francophone est notoire. Le XXe siècle appartiendra aux grandes entreprises canadiennes-anglaises et américaines. La présence des capitaux et des décideurs américains n'est pas propre à la région, et s'y exprime

manière évidente dans les villes de Grand-Mère, Shawinigan et, dans une certaine mesure, Trois-Rivières, où s'opère un clivage social prononcé, doublé d'une forte ségrégation spatiale.

Pour Verrette, le XXe siècle constitue un repli symbolique des élites régionales. Si, au siècle précédent, elles avaient l'impression de participer pleinement, idéologiquement, économiquement et politiquement, au développement économique de leur région, le XXe siècle avançant, leur participation est de plus en plus symbolique, idéologique en somme. Leur influence économique s'effrite, sauf par l'appui au développement, grâce aux travaux publics et à la fiscalité, que peuvent fournir les municipalités. L'explication qu'en donne Verrette est assez classique. En effet, l'élite économique régionale n'a pas su se donner les moyens de ses ambitions : elle n'a pas, par exemple, réussi à fonder des institutions financières lui permettant de soutenir ses visées économiques et elle n'a pas eu accès aux capitaux financiers des réseaux montréalais et autres. Ceci est très certainement vrai, mais n'explique pas complètement le « retard économique des Canadiens français » de la Mauricie. Faut-il chercher ailleurs ? La réticence de l'Église face à l'urbanisation ? Un taux de scolarisation plus faible chez les Canadiens français, malgré des progrès ? Les appuis timides du gouvernement provincial, moins interventionniste que le gouvernement fédéral ? Une idéologie dominante qui regarde avec une certaine crainte l'enrichissement personnel, et bien sûr le profit, sujet sur lequel Verrette, sans le taire, demeure plutôt réservé ? Bref, plusieurs autres facteurs pourraient être évoqués pour expliquer ce départ sans souffle de l'élite économique régionale, si tant est qu'elle aurait aimé se constituer en bourgeoisie industrielle tournée vers l'avenir. Verrette présente quelques portraits d'entrepreneurs dont un certain nombre est francophone, mais la majorité n'est pas d'origine locale. De plus, plusieurs portraits sont ceux d'élus locaux, maires de Trois-Rivières notamment. Ceux-ci ont appuyé l'industrialisation, la modernisation, les grands travaux et le grand capital, mais ils n'étaient pas, quoique leur rôle ne fût jamais inutile, les acteurs clés du développement économique.

Le XXe siècle a connu quelque 20 années difficiles : la forte récession économique des années 1930 et la période de guerre. Les années 1930 ont été très pénibles en Mauricie et, en raison des incertitudes nombreuses et de la pauvreté croissante, les élites ont changé leur discours. Celui-ci est moins optimiste, ce à quoi on devait s'attendre, mais il est aussi plus inquiétant. Les élites francophones jonglent avec des points de vue plus « conservateurs ». Comme le montre Verrette, un renouveau d'intérêt pour la France s'affirme, mais une France traditionnelle et catholique, dont les excès ne se sont pas fait tellement sentir au Québec, mais qui n'était plus dans la tradition moderniste des élites régionales. Le discours prend une tournure plus symbolique, moins ouvertement ancrée sur la réalité économique nord-américaine. L'américanité, défendue auparavant avec force, est « refoulée » (p. 281).

La Seconde Guerre mondiale redonne espoir à l'économie canadienne, comme à l'économie mauricienne. Mais cette reprise appartient à une toute autre période.

La conclusion est un modèle de synthèse. Verrette reprend le fil de l'histoire qu'il vient de raconter en faisant ressortir, sous la forme d'une typologie, la variété

des discours marquant cette période de cent ans. Ce qui frappe, malgré tout, c'est l'absence d'homogénéité. Si certains dominent à une époque, ils ne règnent pas en seuls maîtres de la parole. Il y eut, presque tout au long de cette période, une tension manifeste entre modernisme et conservatisme. Quand les élites francophones se rabattent sur une France conservatrice dans les années 1930, les élites anglophones font la promotion de l'Empire britannique. Lorsque la croissance ralentit, le discours se cherche et construit une identité régionaliste, fondée sur la « réfection du passé » (p. 304). Enfin, la tension idéologique entre le mode de vie rural et le mode de vie urbain se maintient durant toutes ces années.

Parmi les sources privilégiées de l'auteur, la presse a joué un rôle de premier plan. Ce sont les journaux locaux qui fournissent le matériel le plus abondant et le plus riche. Mais la presse n'est qu'un des regards possibles sur la réalité historique, car elle reproduit mieux le discours des élites que celui d'autres membres de la société et laisse généralement peu de place aux discours opposés, quand il y en a. Le discours de ces autres membres nous demeure inconnu. Quel était-il face au développement, à l'urbanisation, à la construction d'une identité régionale ? L'historien n'a malheureusement pas toujours les moyens dont dispose aujourd'hui le sociologue, mais savoir jusqu'à quel point les discours modernistes et de progrès économique étaient partagés n'est certes pas sans intérêt. Je soupçonne qu'ils ont été assez largement soutenus, mais les preuves nous manquent pour savoir à quoi précisément ces autres membres s'identifiaient et, dans les tensions au sein des discours que décrit Verrette, qui se ralliait à quoi et pourquoi.

J'aimerais revenir, en terminant, sur l'explication que donne Verrette de la faiblesse économique de l'élite régionale mauricienne (p. 299-302). « Le problème, de ce milieu d'affaires est celui d'une élite régionale périphérique par rapport aux centres de décision montréalais, torontois ou new-yorkais. Le manque de savoir-faire de ces petits bourgeois issus des professions libérales, allié au manque de familiarité avec la langue de Shakespeare, explique pour une bonne part ces insuccès répétés de même que l'échec de la maîtrise du développement de la région mauricienne (p. 300) ». L'explication est devenue classique. La thèse voulant que le retard économique des Canadiens français soit dû aux mentalités est tombée en désuétude, cédant la place à une explication de type structurel et non plus culturel. Mais c'est aller vite en affaire. La cause réside maintenant dans l'impossible accès à ces réseaux tout-puissants. Ce n'est pas très convaincant. D'une part, d'autres élites régionales nord-américaines n'ont pas eu d'accès privilégié à des réseaux financiers et ont donné vie à leur région. En 1850-1880, la Mauricie était-elle la seule région dépourvue de ces contacts ? Que penser, par exemple, de la région de San Francisco, des régions du Midwest américain, sûrement très éloignées, physiquement et symboliquement, des réseaux d'affaires de l'Est américain ? D'autre part, la faible maîtrise de la langue anglaise est une explication peu convaincante, car de nombreux émigrés ne la connaissaient pas et, pourtant, plusieurs d'entre eux ont construit leur propre succès économique, sans grands moyens de départ, ni accès privilégié au pouvoir économique : pensons aux germanophones qui migrent en masse aux État-Unis dès la fin du XVIIIe siècle, sans mentionner évidemment les juifs européens qui migrent au Canada et aux États-Unis dès la fin du XIXe siècle, encore plus éloignés de la culture anglo-saxonne que les Canadiens français. Il faut

chercher plus loin, plus à fond et, en cette matière très complexe, avancer une explication à plusieurs facteurs. Par une approche comparative, l'historien, le sociologue doivent tenter d'expliquer pourquoi certaines élites régionales ont réussi leur démarrage économique et d'autres ont échoué. Si on regarde la région, elle n'a rien de bien particulier, mais ses élites ont des attitudes ambiguës face aux conditions propices au développement économique. D'abord, elles se méfient de l'urbanisation, de la ville hétérogène, sécularisée, approfondissant la division du travail et exigeant des citadins des compétences accrues. Ensuite, l'éducation traditionnelle est peu ou pas assez tournée vers les savoirs techniques et scientifiques. Les élites sont, pour la plupart, formées aux lettres classiques : on serait tenté de dire qu'elles valorisent le dire plus que le faire. Elles excellent à construire des discours, y compris de développement, mais elles ont du mal à les mettre en pratique. Il n'y a malheureusement pas eu d'équivalent québécois, ni canadien, de la forte vague de création des collèges techniques américains de la fin du XIXe siècle. Et puis, l'immigration est plutôt faible. Celle-ci apporte des compétences nouvelles, force le métissage, favorise les échanges, expose à des idées autres. Elle crée une diversité sociale et culturelle propice à l'innovation sous toutes ses formes. Enfin, les attitudes réservées, pour ne pas dire plus, face à l'argent, à l'enrichissement personnel, au succès matériel, ne sauraient être exclues de l'explication.

Ce n'est pas que tous ces facteurs propices au progrès économique soient complètement absents de la société régionale ; c'est qu'ils n'y sont pas en assez grand nombre. Entre l'économie régionale mauricienne et une autre économie régionale nord-américaine, il y a souvent uniquement une différence de degré, pas forcément une différence de nature. Les sportifs savent que ce qui fait gagner une course, remporter un match, ce sont de petits avantages, des jeux de base bien exécutés, parfois des coups exceptionnels, mais rares, qui, cumulés, font toute la différence.

Louis GUAY

Département de sociologie,
Université Laval.

Mario GENDRON, avec la collaboration de Jean-Charles FORTIN, Lorne HUSTON et Pierre LAMBERT, *Histoire du Piémont-des-Appalaches. La Montérégie*, Sainte-Foy, Institut québécois de recherche sur la culture, 1999, 411 p. (Les régions du Québec, 11.)

Dirigé par Mario Gendron, ce nouvel ouvrage de la collection « Les régions du Québec » retrace le peuplement et le développement social, économique, politique et culturel d'un espace régional situé entre les Cantons-de-l'Est et la région Richelieu-Yamaska-Rive-Sud. Région écartelée par les différents types de